



## Le coup d'Etat militaire en Thaïlande soutenu par les États-Unis

L'armée définit ses projets en concertation avec Washington

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2014

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [Asie](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

L'armée thaïlandaise a organisé hier ce qui avait toutes les caractéristiques d'un coup d'Etat, sauf le nom. Aux premières heures de la matinée, alors que les soldats se déployaient dans Bangkok, le chef de l'armée, le général Prayuth Chan-ocha a décrété la loi martiale dans tout le pays et pris le contrôle de l'ensemble de l'appareil sécuritaire de l'Etat, y compris la police.

L'armée a stupidement déclaré que ses mesures n'étaient « pas un coup d'Etat » et n'avaient été prises que pour « préserver l'ordre public » au bout de six mois de crise politique aiguë à Bangkok. Les chefs militaires n'ont pas consulté le gouvernement, ils en ont dissout le comité de sécurité, se sont emparés des chaînes de télévision et se sont attribués de vastes pouvoirs pour censurer, arrêter, fouiller et interdire des rassemblements publics.

Interrogé sur le statut du gouvernement, le général Prayuth a plaisanté avec les journalistes : « Et où est-il ce gouvernement ? » Des sections clé des gros bonnets, tels les tribunaux, la bureaucratie d'Etat et la monarchie, se sont montrés sensibles aux protestations anti-gouvernementales organisées par le Comité thaïlandais de la réforme démocratique (PDRC) et le Parti démocrate de l'opposition, tout comme à leur demande de faire tomber le gouvernement élu de Pheu Thai.

Suite à une décision judiciaire qui a annulé les résultats de l'élection qui s'était tenue en février et que Pheu Thai avait remportée haut la main, le gouvernement pour sa part expédie les affaires courantes avec des pouvoirs limités. Le 7 mai, la Cour constitutionnelle a organisé ce qui correspondait à un coup d'Etat judiciaire, en destituant la première ministre Yingluck Shinawatra et neuf de ses ministres au motif de fausses accusations d'abus de pouvoir. Le gouvernement est confronté à d'autres défis émanant du Sénat et des tribunaux qui pourraient le faire chuter si l'armée ne prend pas d'abord directement le pouvoir.

Le gouvernement Obama soutient le coup d'Etat, tout comme il avait tacitement soutenu l'éviction de Yingluck. La porte-parole du Département d'Etat américain, Jen Psaki, a insisté pour dire que les actions de l'armée n'étaient pas un coup d'Etat et que la loi martiale « est prévue dans la constitution thaïe. » En fait, le général Prayuth a justifié ses actions non pas sur la base de la constitution de 2007 élaborée par l'armée, mais en faisant référence à une loi opaque centenaire datant de l'époque de la monarchie absolue en Thaïlande.

L'armée a de toute évidence défini ses projets en concertation avec Washington. L'assistant au secrétaire d'Etat américain pour l'Asie, Daniel Russel, avait séjourné le mois dernier à Bangkok pour rencontrer un « certain nombre de dirigeants et d'acteurs concernés » à propos de la crise politique dans le pays. Le gouvernement Obama considère la Thaïlande, et particulièrement son armée, comme un élément important de son « pivot vers l'Asie » qui vise à subordonner et à encercler militairement la Chine. Le Pentagone est en train de renforcer sa collaboration avec l'armée thaïe et cherche à accéder aux bases aériennes thaïes qui furent utilisées dans les années 1960 durant la guerre du Vietnam pour effectuer des bombardements de saturation.

Le coup d'Etat d'hier fait suite à huit années d'instabilité politique qui avait commencé avec le coup d'Etat militaire qui avait renversé le frère de Yingluck, Thaksin Shinawatra, premier ministre depuis 2006. Ces violentes querelles intestines au sein des élites dirigeantes ont leurs racines dans la crise financière asiatique de 1997-98 qui avait durement touché l'économie thaïe. Après avoir initialement soutenu le milliardaire des télécommunications Thaksin afin de contrer les exigences de mesures brutales de restructuration du Fonds monétaire international, les élites traditionnelles du pays, qui sont axées sur la monarchie, se sont retournées contre lui lorsque ses mesures économiques se sont mis à contrecarrer leurs intérêts commerciaux et leurs réseaux clientélistes. Elles furent tout particulièrement hostiles à son aumône populiste accordée aux pauvres du monde urbain et rural.

La principale cible du décret imposant la loi martiale n'est pas tant le gouvernement intérimaire pro Thaksin que la classe ouvrière et les masses rurales. Dans le contexte d'un ralentissement économique accru partout en Asie et d'une croissance négative en Thaïlande, le gouvernement, tout comme l'opposition, sont déterminés à imposer des mesures d'austérité, dont la réduction des concessions sociales limitées faites par Thaksin. Dans le même temps, toutes les sections de l'élite dirigeante craignent que les luttes politiques intestines au sommet de la hiérarchie ne mènent à un soulèvement social d'en bas.

Les deux factions de la bourgeoisie pro et anti-Thaksin avaient reculé sous le choc au moment où en 2010 les protestations combatives des « Chemises rouges » contre le gouvernement démocrate soutenu par l'armée avaient failli échapper à tout contrôle. Bien que théoriquement sous la direction du Front uni de la démocratie contre la dictature (UDD), les pauvres urbains et ruraux, qui constituaient l'épine dorsale des protestations, avaient commencé à avancer leurs propres revendications de classe. L'armée avait réagi par une répression brutale qui avait tué au moins 90 manifestants non armés en blessant 1.500 autres.

L'ensemble de la classe dirigeante cherche désespérément à éviter une explosion sociale. Au cours de ces six derniers mois, le gouvernement et les dirigeants de l'UDD ont délibérément démobilisé leurs partisans des Chemises rouges. Ils étaient vivement préoccupés que la classe ouvrière industrielle, qui est rassemblée dans de vastes usines du centre et de la périphérie de Bangkok, ne se jette dans la mêlée.

Loin de condamner le décret de la loi martiale d'hier, le ministre de la Justice par intérim, Chaikasem Nitisiri, a dit aux médias : « Il est bon que l'armée s'occupe de la sécurité du pays. » Le dirigeant de l'UDD, Jatuporn Prompan, a déclaré que la loi martiale était « une bonne chose » et exhorté ses partisans à coopérer avec les soldats.

Cette capitulation veule ne fera qu'encourager les forces anti-gouvernementales à achever

le processus de l'établissement d'une dictature soutenue par l'armée, en lançant un assaut de grande envergure contre le niveau de vie des masses et une répression impitoyable de toute résistance venant de la classe ouvrière.

Le soutien de Washington au démantèlement de la démocratie parlementaire par l'armée thaïe est un avertissement sévère pour les travailleurs et les jeunes dans la région entière. Dans leur renforcement militaire et leur préparation à la guerre contre la Chine, les Etats-Unis n'hésiteront pas à appuyer ou à mettre en place des gouvernements droitiers et autocratiques alignés sur Washington et prêts à recourir à des mesures d'Etat policier pour imposer un programme de militarisme et d'austérité.

Comme le spécifie la théorie de la Révolution permanente de Léon Trotsky, la bourgeoisie des pays connaissant un développement capitaliste arriéré est totalement incapable de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs. Dans toute la région, la démocratie de façade, usée jusqu'à la corde, de pays comme la Thaïlande, la Corée du Sud et l'Indonésie est en train de rapidement montrer son vrai visage.

Peter Symonds

Article original, WWSWS, paru le 21 mai 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Peter Symonds](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2014

Articles Par : [Peter Symonds](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)